Montreuil, le 19 juin 2026

Ces mercredi 18 et jeudi 19 juin, au nom de la « *lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine* », le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a ordonné une vaste opération nationale de contrôle des « *étrangers en situation irrégulière* » (ESI) dans les gares et les trains, appelant les préfets à « *prioriser, dans toutes les gares ferroviaires, le contrôle des trains à destination des pays voisins et des grandes métropoles françaises, en arrivée comme en départ* ».

Prétextant d'une « *augmentation conséquente d'interception d'ESI ces dernières semaines (+28%)* », le ministre s'est félicité de « *mobiliser 4 000 gendarmes, des policiers, des douaniers, des forces Sentinelles pour interpellier des clandestins* », précisant que ce qu'il veut dire « *c'est que les clandestins ne sont pas les bienvenus en France, de la façon la plus ferme et la plus définitive* ».

Ainsi, ce sont des milliers de salariés, de jeunes, lycéens et étudiants, se rendant sur leur lieu de travail et d'étude, qui se trouvent pointés du doigt, soupçonnés d'être hors-la-loi et exposés à des mesures de répression arbitraires.

La FNEC FP-FO dénonce fermement cette opération qui s'inscrit dans la liste déjà trop longue de mesures de discrimination raciale et de répression mises en œuvre par le gouvernement ultra-minoritaire et illégitime Macron-Bayrou-Retailleau avec notamment la loi asile et immigration de janvier 2024, qui supprime l'AME (aide médicale d'État appliquée aux sans-papiers), rétablit le délit de séjour irrégulier etc., avec la dissolution de la Jeune Garde et d'Urgence Palestine, ou encore la suppression en janvier, à Paris, du dispositif d'hébergement d'urgence de lycéens migrants, avec pour conséquence l'expulsion de 108 jeunes vers d'autres régions sans garantie de suivi scolaire et administratif...

L'objectif est clair : semer la peur et la division au sein de la population, afin d'étouffer autant que faire se peut la résistance tenace et grandissante qu'expriment chaque jours les travailleurs et la jeunesse contre les politiques de casse sociale et de marche à la guerre de ce gouvernement rejeté par tous.

La FNEC FP-FO rappelle que dans une période encore récente, lorsque des policiers sont intervenus sur ordre du gouvernement pour interpellier et expulser des élèves étrangers, elle s'y est toujours opposée avec force.

La FNEC FP-FO sera partie prenante de toutes les initiatives contre cette politique, contre le racisme et les discriminations et sera toujours aux côtés des travailleurs et de la jeunesse, aux côtés de tous ceux qui résistent, contre l'oppression et l'exploitation, et pour la défense des revendications et des libertés démocratiques.